

Tendances

Un des rares, sinon le seul, succès diplomatiques du Président Emmanuel Macron au Moyen-Orient reste à ce jour [l'affaire Hariri](#). Une opportunité inédite et imprévisible, qui ne se renouvellera pas de sitôt, et qui a offert au Président français son premier coup d'éclat sur la scène moyen-orientale. Une initiative présidentielle française, soutenue par le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan et le Président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, qui aurait aussi fourni au Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz l'échappatoire qu'il cherchait pour sortir de cette crise qu'il avait lui-même créée. Une réaction, à chaud, pertinente, et qui s'inscrit au palmarès de Macron qui n'en est pas peu fier jusqu'à lui attribuer pratiquement « **le retour de la France dans le jeu international** ».

Le Président Macron, qui affirmait dans son interview sur *BFMTV* à partir de Saint-Pétersbourg, que « nous avons mis fin à l'impuissance française », donne comme autres exemples l'Iran et la défense de l'accord nucléaire, la Syrie et le choix de la stabilité.



Parallèlement, [la France multiplie ses actions en direction du Moyen-Orient](#) : il y a certes une initiative de paix israélo-palestinienne, une [médiation dans la crise du Qatar](#), une mobilisation aux côtés du Liban, une implication soutenue dans le dossier libyen, un projet d'Union pour la Méditerranée, un engagement pérenne contre le terrorisme et pour la sécurité régionale (dans le cadre de cet engagement au Moyen-Orient, l'Etat-major français précise que les avions français ont mené depuis le 19 septembre 2014, 1450 frappes et neutralisé 2241 cibles), etc.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

[La France est présente sur les dossiers du Moyen-Orient.](#) Cela est un fait. Elle est revenue dans le jeu international. Cela est un fait également. Mais cette **présence**, dispersée, et ce retour, fébrile, ne garantissent pas à la France **l'influence** qu'elle recherche forcément au Moyen-Orient et qu'elle espère déterminante.

Même le dossier Hariri risque de ne pas profiter finalement à la France. Hariri lui-même dénonce les propos du Président français sur sa détention en Arabie saoudite, alors que le camp adverse pro-iranien dénonce pour sa part la prétendue action française qui aurait permis d'éviter une nouvelle guerre au Liban... Mais c'est de l'Arabie saoudite qu'est venue, le 29 Mai, la réaction la plus dure : « ce qui a été dit par le Président français lors de son entretien avec *BFMTV*, que le royaume a retenu le Premier ministre Saad Hariri n'est pas vrai » (source du Ministère saoudien des Affaires étrangères, citée par l'agence de presse officielle *SPA*).

Une source officielle au ministère des Affaires étrangères a déclaré que les propos du président français proférés lors de sa rencontre avec la chaîne (BFMTV) sur la détention par le royaume du Premier ministre libanais Saad Al-Hariri ne sont pas vrais, réaffirmant que l'Arabie Saoudite a soutenu et continue de soutenir la stabilité et la sécurité du Liban et le président Hariri par tous les moyens, et ajoutant que tous les faits confirment que ce qui pousse le Liban et la région à l'instabilité est l'Iran et ses agents telle la milice terroriste Hezbollah impliquée dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafik Al-Hariri et de deux ressortissants français au Liban, outre la fourniture par l'Iran à la milice Houthi terroriste d'armes et de missiles balistiques utilisés contre les villes saoudiennes. La source a conclu que le Royaume aspire à travailler avec le président français Macron pour faire face aux forces du chaos et de la destruction dans la région, dirigées par l'Iran et ses agents – SPA.

On pousse l'audace jusqu'à exiger même des excuses officielles françaises : « Présenter vos excuses pourrait vous rendre plus crédible », réagit le dirigeant d'un think-tank saoudien qui doute donc ouvertement de la « crédibilité » du Président français...



Salman Al-Ansari
@Salansar1

Follow

M. le Président @EmmanuelMacron, ce que vous avez dit à propos de l'Arabie Saoudite et de Hariri est choquant. Vous avez surtout sous-estimé le #Liban.

Présenter vos excuses pourrait vous rendre plus crédible parce que vous avez beaucoup à offrir pour la #France et pour le monde.

Il n'y a pas que le dossier Hariri qui semble affecter aujourd'hui les relations entre Paris et Riyad, les Saoudiens redoutant un retournement français sur le dossier yéménite aussi après leur revirement sur le dossier syrien, et une radicalisation des positions françaises sur les questions des libertés internes...

Ce début de polémique entre la France et un de ses [partenaires arabes de référence](#) pourrait finir par **neutraliser les effets de ce premier résultat diplomatique obtenu quelques mois plus tôt par Macron** qui continue de suivre de près le dossier libanais (*il recevait le 29 Mai le chef de l'Eglise maronite à l'Elysée, et presse ses collaborateurs à assurer [le suivi des conférences](#) de Rome 2 au profit des Forces armées et de sécurité libanaises, de CEDRE destinée à relancer l'activité économique du Liban, et de Bruxelles dédiée à la question des réfugiés*). Hariri, devenu proche de Macron, se retrouve dans l'embarras à son tour, alors qu'il est pris entre deux feux, celui de son propre camp et celui du camp adverse, et prend le chemin de Djeddah le 29 Mai afin de tenter de s'expliquer sur ce sujet avec les dirigeants saoudiens. **Le Liban ne supporterait pas, dans le contexte actuel, de sérieuses divergences franco-saoudiennes...**

Sur le dossier iranien, Macron affirme que « les Iraniens nous regardent comme des partenaires crédibles », pour avoir joué « un rôle utile, indispensable même » sur le dossier nucléaire. La France s'active sur ce dossier, malgré son [incapacité à influencer](#) la décision du Président américain Donald Trump, et mobilise l'UE où elle se retrouve dans une position de leader de facto du fait de l'affaiblissement de la concurrence (*Brexit, crise politique italienne, désintérêt allemand à l'égard des dossiers régionaux comme vient de le démontrer ses récentes décisions concernant l'Arabie saoudite*) avec l'espoir de ne pas perdre l'essentiel sur l'Iran. Pour la France, [l'enjeu en Iran est stratégique avant d'être commercial](#) : c'est une opportunité, surtout, pour qu'elle rehausse son rang de puissance internationale sur un dossier monopolisé par la superpuissance américaine. On ne se fait pas d'illusions sur les résultats espérés, mais on ne désespère pas de voir la France en profiter pour consolider sa posture régionale. **« Les Iraniens nous regardent comme des partenaires crédibles » risque de ne pas survivre à l'impuissance franco-européenne sur ce dossier, face à Washington.**



Sur le [dossier syrien](#), Macron affirme privilégier désormais « la stabilité » dans cette région du monde « car sinon nous en payons le prix ». Pour le Président français qui préconisait à Saint-Pétersbourg des « actions communes » avec la Russie sur les dossiers du Moyen-Orient, les priorités en Syrie changent radicalement : le départ du Président Bachar el-Assad n'est plus un préalable au règlement politique. Cela n'est pas nouveau, puisqu'il avait déjà fait allusion à cela à son arrivée à l'Elysée, ce qui lui a valu à l'époque les critiques des défenseurs du *regime change*. **Macron, qui doit légitimement penser au marché de la reconstruction en Syrie, se rend à l'évidence en se rapprochant de Vladimir Poutine sur ce dossier, d'autant que cela ne semble pas en contradiction avec les**

ambitions de la plupart des autres acteurs internationaux (Etats-Unis) et régionaux (Israël, Arabie saoudite, Egypte). Là aussi, **la France tente d'assurer une présence, mais elle est loin de pouvoir prétendre à une véritable influence.**



Sur le dossier libyen, le Président Macron a le grand mérite de ne pas lâcher prise. Il vient d'arracher aux diverses parties libyennes réunies en sommet à Paris le 29 Mai, une déclaration commune et l'engagement d'organiser des élections en décembre prochain. « La cause de la paix en Libye a fait un grand progrès » annonçait un communiqué de l'Elysée à l'issue des rencontres de la Celle-Saint-Cloud le 25 Juillet 2017.

Aujourd'hui, la France veut faire croire que la cause de la paix en Libye progresse encore. Si elle progresse, sa progression est, de toute évidence, [trop lente pour crier victoire à Paris...](#) La France, dont le principal compétiteur européen en Libye, [l'Italie, peut critiquer l'unilatéralisme sur ce dossier](#), agit en coordination avec ses alliés arabes, l'Egypte et les Emirats Arabes Unis, et en impliquant les pays voisins de la Libye et l'ONU. Sur la Libye, dont l'instabilité n'a jamais été aussi menaçante pour l'Europe toute proche, la France agit et obtient des résultats encore partiels et provisoires. **Rien ne garantit le succès de son initiative libyenne**, y compris d'ailleurs le respect de la date des élections annoncées à Paris (18 décembre 2018). **A moins que le but premier pour Marcon ne soit d'exister sur ce dossier, tout simplement, surtout avec le retour en force annoncé des Américains.**

D'autres dossiers régionaux sur lesquels la France entend maintenir une présence directe, sans garantie de résultats : le Qatar, [où elle n'ose pas assumer une véritable médiation](#) entre ses principaux partenaires arabes de référence ; l'Irak, où elle engage des moyens militaires et financiers en vue de ne pas y perdre pied sous la pression des offensives russe, américaine, iranienne ; le Proche-Orient, où la France connaît les limites de son action face au bulldozer américain, et qui maintient quand même l'idée d'une initiative de paix qu'elle a du mal aujourd'hui à vendre aux parties concernées.

Présence ne signifie pas influence. Maintenir une présence sur des dossiers régionaux, pas tous à la fois nécessairement, ouvre la voie à la France pour valoriser son image et consolider sa posture diplomatique et politique. La présence est une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante, pour en tirer de l'influence immédiate. D'ailleurs, il y a des dossiers où une simple présence, même secondaire, rapporte bien plus que d'autres, et des dossiers où cette présence, aussi soutenue soit-elle, paraît être à fonds perdus. Peut-être que le Président Macron choisit, en trader, et en l'absence d'opportunités d'investissement hautement rentables, de diversifier ses investissements et de réduire ses risques en choisissant d'être constamment présent et à l'affût sur tous les marchés simultanément. Peut-être gagnerait-il davantage en se contentant parfois, sur les dossiers les moins rentables sur les plans diplomatique, politique et économique, d'afficher une posture morale et de l'assumer tout simplement...

La suite du numéro 27 de la LettreM et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

LettreM • Numéro 26 • 22 mai 2018	
LettreM • Numéro 25 • 08 mai 2018	LettreM • Numéro 24 • 24 avril 2018
LettreM • Numéro 23 • 10 avril 2018	LettreM • Numéro 22 • 27 mars 2018
LettreM • Numéro 21 • 13 mars 2018	LettreM • Numéro 20 • 27 février 2018
LettreM • Numéro 19 • 13 février 2018	LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017
LettreM • Numéro 18 • 30 janvier 2018	LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017
LettreM • Numéro 17 • 16 janvier 2018	LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017
LettreM • Numéro 16 • 02 janvier 2018	LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017
LettreM • Numéro 15 • 19 décembre 2017	LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017
LettreM • Numéro 14 • 5 décembre 2017	LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017
LettreM • Numéro 13 • 21 novembre 2017	LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017
LettreM • Numéro 12 • 7 novembre 2017	LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017
LettreM • Numéro 11 • 10 octobre 2017	LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017
LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017	LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017

LettreM

MIDDLE EAST
Strategic Perspectives

Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 27 • 5 juin 2018

www.mesp.me

Geopolitical Risk

We draw on our combined expertise and an explicitly pragmatic approach to offer a unique understanding of the regional dynamics affecting your business.

Business Intelligence

We put our analytical skills to work to treat information and transform raw data into actionable intelligence giving you solid basis to make an informed decision.

Strategic Monitoring

We offer a round-the-clock scanning of your environment to provide you with a strategic advantage over your competitors, and to anticipate and manage risks.

Business Diplomacy

We help you devise a strategy to manage interactions with government and non-government stakeholders to seize new opportunities, minimize political risks, prevent potential conflicts and safeguard your image.